

Communiqué

**IMPACTS ECONOMIQUES POUR LA BELGIQUE
DE L'ELARGISSEMENT A L'EST DE L'UNION EUROPEENNE
(WORKING PAPER 07/01)**

Dans la perspective de l'élargissement de l'UE à 10 pays d'Europe centrale et orientale (PECO), le Bureau Fédéral du Plan a réalisé une étude qui examine quelques impacts de cet élargissement sur l'économie belge. Le WP 07/01 en présente les résultats. Ils concernent le commerce, les investissements directs à l'étranger (IDE) et les migrations entre la Belgique et les PECO.

L'impact sur les échanges commerciaux et les investissements directs à l'étranger

L'élargissement de l'UE aura une influence sur les futurs échanges commerciaux et les IDE entre la Belgique et les PECO, par l'élimination des barrières aux échanges de biens, de services et de facteurs de production entre l'UE et les PECO, une concurrence et une spécialisation généralement accrues, et un effet de rattrapage de niveau de vie dans les PECO. Les perspectives de croissance dans les PECO semblent en effet assez favorables et leur intégration dans l'UE devrait renforcer cette tendance. En outre, sur la base de l'expérience des élargissements précédents, une convergence progressive vers le PIB par habitant de l'UE est attendue.

L'impact attendu de l'élargissement devrait être modéré mais il est aussi difficile à évaluer. En effet, d'une part, le commerce et les flux de capitaux entre l'UE et les PECO ont déjà été largement libéralisés, ce qui diminuera les incidences de l'élargissement proprement dit. D'autre part, certains changements sont la conséquence du processus global de transition à l'économie de marché en cours dans ces pays, ce qui rend l'évaluation des conséquences spécifiques de l'élargissement encore plus complexe.

Néanmoins, l'adhésion à l'UE et l'appartenance des PECO au marché unique entraîneront l'élimination de toutes les barrières commerciales restantes. Cette nouvelle libéralisation signifie que les entreprises pourront trouver des débouchés supplémentaires pour leurs produits, de nouveaux partenaires commerciaux et de nouvelles occasions d'investir dans les PECO. Cependant, ce processus peut aussi être une source de préoccupation pour les producteurs des Etats membres actuels, car l'intensification de la concurrence et la production de biens substitués moins chers dans les PECO peuvent menacer certains produits.

L'appréciation des conséquences de l'élargissement de l'UE sur le commerce se base sur l'analyse des échanges entre la Belgique et les PECO depuis le début du processus de transition et tient compte de la composition géographique et sectorielle de ces échanges.

L'élargissement de l'UE devrait aussi entraîner une augmentation des flux d'investissements directs (IDE) vers les PECO. Pour les économies de l'UE, ceux-ci seront néanmoins trop modestes pour avoir un impact significatif sur leur investissement domestique ou sur leur croissance. Etant donné que la plupart des IDE dans les PECO semblent être motivés par la recherche de marchés, l'entrée d'un pays candidat dans l'UE aura tendance à renforcer cette motivation principale à l'investissement, puisque la taille du marché potentiel accessible aux entreprises implantées dans les PECO augmente. Dans certains cas, les IDE dans les PECO pourraient aussi entraîner des délocalisations de la production.

L'impact sur les migrations et ses implications macroéconomiques

L'impact attendu de l'élargissement de l'UE à l'Est sur les migrations de populations et de travailleurs vers la Belgique est limité. Un rapport récent réalisé par un consortium de centres de recherche sur l'intégration européenne a évalué les effets de l'élargissement de l'UE sur les flux migratoires nets entre les PECO et l'UE suite à l'ouverture des frontières. En comparaison avec les projections de population actuelles, qui prennent déjà en compte une augmentation régulière de ces flux sans la libre circulation des personnes, les migrations attendues en raison d'un élargissement de l'UE, s'il se produisait en 2002, devraient donner lieu à une augmentation supplémentaire de 12.700 personnes en 2010, dont 7700 rejoindraient le marché du travail. A moyen terme, l'augmentation de la population active dans l'UE devrait conduire à une croissance économique plus élevée. Sur base d'une étude réalisée par la Commission européenne et d'une simulation réalisée avec le modèle international du BFP, le PIB de l'UE devrait augmenter de 0.3% après 10 ans.

Les implications macroéconomiques et budgétaires pour la Belgique d'une augmentation de ses exportations au sein de l'UE, découlant d'une croissance accrue dans la zone, et d'une hausse modeste de la population active en Belgique peuvent être évaluées à partir du modèle macro-économétrique national du BFP. Il en ressort que la majeure partie (70% environ) de l'augmentation de la population active devrait entraîner une augmentation de l'emploi. Le PIB devrait augmenter de 0,1 à 0,2% en plus à moyen terme ; les dépenses sociales (chômage, allocations familiales, soins de santé) et d'éducation devraient croître légèrement. Globalement, il n'y aurait pratiquement pas d'impact, en pour cent du PIB, sur la capacité de financement de l'Etat.